

fait la communication. Si le propre du discours politique est d'être performatif et si cette qualité est communément reconnue comme devant lui appartenir en propre, la fonction persuasive des médias fait l'objet de nombreux travaux et surtout de nombreuses controverses scientifiques qui habillent souvent un *a priori* « allergique ». Là encore, loin de rentrer dans cette chausse-trappe, il est loisible à l'auteur de traiter la question à partir de matériaux désormais canoniques dans la littérature américaine et qu'il a largement contribué à insérer dans le débat scientifique français. À partir d'une définition serrée et confrontée à l'observation sociologique, des effets d'agenda, de cadrage et d'amorçage, il montre ce que le tournant cognitiviste apporte du point de vue des mécanismes de l'émission, de la réception et surtout des filtres complexes qui se posent entre les deux instances. Un long cheminement de recherches nous sépare bien de la « seringue hypodermique », et l'étude de la communication politique – qui doit beaucoup à l'étude des mécanismes de la propagande au lendemain de la Seconde Guerre mondiale –, s'est sophistiquée, stabilisée et complexifiée.

D'une certaine façon, la deuxième partie pourrait être lue comme l'analyse de la communication politique en tant qu'une politique publique, dans la phase de quête du pouvoir, puis de son exercice. Bien sûr, dans ces deux aspects, on note les effets d'un agenda historique français particulier : l'avènement de l'élection du président de la République au suffrage universel connexe au développement de la télévision comme média de masse. Jacques Gertslé clôt cette phase par un chapitre 6 consacré à la participation citoyenne, confrontée à la communication et à la participation. Ainsi peut-il relier la question de l'acceptabilité de la légitimité de la parole citoyenne par la politique et la difficile question des représentations de la compétence politique, dans un cadre où société politique et société civile sont disjointes. En outre, on observe comment la question de la communication politique est un enjeu central dans le cadre des mobilisations collectives.

En fermant ce livre, on éprouve un double sentiment : il contribue bien à installer, sans morgue, la communication politique au sein de la science politique ; de surcroît, il pointe et stimule les différentes traditions de recherche comme autant d'aventures intellectuelles heuristiques. Il n'en demeure pas moins que cet « entre-deux » – entre culture et technique – qui caractérise ce champ, nécessiterait un univers de réception intellectuel plus courageux et moins stratégique.

Jean-Philippe Roy  
CÉDP, université de Tours  
jp.roy37@wanadoo.fr

**Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. de l'anglais (États-Unis) par N. Guilhot.**  
Paris, Éd. La Découverte, 2004, 407 p.

*Multitude* est la suite attendue d'*Empire* (Paris, Éd. Exils, 2000), l'un des ouvrages les plus emblématiques de la raison politique altermondialiste. Michael Hardt et Antonio Negri l'ont notamment écrit en réponse aux critiques – parfois vives – qui avaient été formulées à l'encontre de leur *opus* et, plus globalement, contre la pensée « néo-zapatiste ». *Pensum* philosophique pleinement assumé, ce livre a pour objectif de donner plus d'épaisseur à la notion-clé de « multitude » présentée dans leur précédent livre. Pour les auteurs, la multitude se présente avant tout comme un projet politique en devenir « qui n'exprime pas seulement le désir d'un monde d'égalité et de liberté, [qui] ne revendique pas seulement une société démocratique globale, ouverte, [mais qui] se donne [également] les moyens de réaliser ce désir » (p. 5). Précisément, l'objet de *Multitude* est de dégager les bases conceptuelles de ce nouveau projet démocratique, d'en analyser les fondements ontologiques, sociaux et politiques.

En premier lieu, Michael Hardt et Antonio Negri expliquent que le principal obstacle à la mise en place d'une démocratie mondiale est l'état de guerre global, caractéristique de la période et de la forme du nouvel ordre politique (l'Empire) et correspondant à une phase inédite d'accumulation du capital.

Mais face à cette forme de souveraineté à laquelle participent les institutions supranationales, les entreprises transnationales et les États-nations les plus puissants naissent aussi de nouvelles expressions de la critique sociale qu'incarne la multitude. Celle-ci n'est équivalente ni au peuple, ni aux masses, ni à la classe ouvrière. C'est une entité qui ne saurait se confondre à une identité ou à une uniformité. C'est une multiplicité de différences singulières dont la caractéristique principale est d'engendrer du « commun ». Nouveau sujet politique, la multitude inclut potentiellement tous les individus qui, d'une manière ou d'une autre, sont soumis aux nouvelles formes du capital mondialisé : « Il n'y a pas de différence qualitative séparant les pauvres des diverses catégories de travailleurs. En revanche, il est une condition existentielle et une activité créative partagée qui définit la multitude dans son ensemble » (p. 168).

Outre l'ouverture de l'ère de la guerre civile impériale, la période se définit aussi de façon forte par l'émergence de nouvelles subjectivités de la résistance et consacre l'avènement d'une « intellectualité diffuse ». Le travail immatériel caractéristique des formes contemporaines d'exploitation décrit un « modèle communicationnel » des rapports de production où la force de travail est capable d'organiser son propre travail et ses relations avec l'entreprise. Il recèle « un énorme potentiel de transformation sociale positive » (p. 89). Ce à quoi nous assisterions, c'est à la transformation totale de la force de travail en une « intellectualité de masse » dont le devenir est d'être un sujet socialement et politiquement hégémonique. Michael Hardt et Antonio Negri envisagent cette intellectualité de masse comme un processus de subjectivation, une qualité principielle de toute la force de travail de l'époque post-fordiste. Selon eux, nous assistons au développement hégémonique de formes productives et reproductives qui ne seraient pas seulement caractéristiques des tâches confiées aux salariés les plus qualifiés, mais structureraient également l'ensemble des formes de l'activité de tout sujet productif. Les rapports de production ne définiraient donc plus seulement un régime d'asservis-

sement des classes exploitées mais aussi un processus « biopolitique » de subjectivation autonome. Le concept de *general intellect* (i.e. un savoir expert objectif), qui hante les pages de *Multitude*, et qui est développé par Karl Marx dans le « Fragment sur les machines » des *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* [Fondements de la critique de l'économie politique. Publication française : Paris, Éd. Anthropos, 1972], se transforme en « production de subjectivité » (des aptitudes non-expertes subjectivées – connaissance, communication, jeux de langage –) dont les qualités principales ne sont pas directement liées aux rapports de production, mais plutôt au rapport avec les nouvelles formes de vie collaboratives et réticulaires. En ce sens, le travail immatériel peut se décrire comme une sorte de « disposition » sociale partagée (anthropologique), façonnant des subjectivités en mouvement qui, potentiellement, peuvent s'organiser en réseaux de lutte et rendre obsolètes les modèles traditionnels de l'activisme politique. Le projet politique que doit se donner la multitude pour exister doit, selon les auteurs, s'organiser autour de la critique des formes contemporaines de la représentation, du refus de la misère et d'une opposition farouche à la guerre civile généralisée.

Les références à un « modèle communicationnel » des rapports de production, aux technologies de l'internet, à la figure du réseau et à la coopération sont omniprésentes. De manière quelque peu caricaturale, Michael Hardt et Antonio Negri insistent sur les externalités positives et les potentiels de libération du travail immatériel et de la multitude. Malgré ce qu'ils affirment, les nouveaux espaces du capitalisme les plus « à la pointe » de la résistance sont des sphères particulièrement restreintes (e.g. le secteur du logiciel libre) où, à la marge, est effectivement socialisé ce qui est monétarisé sous l'égide de la loi de la valeur. Certes, les rapports de production (marchandisation, exploitation) et les forces productives (coopération, duplication, gratuité, etc.) du post-fordisme, chers aux auteurs, rentrent en contradiction, provoquent des crises, mais

sauraient-ils sonner le glas du fétichisme de la forme-marchandise et du capitalisme ?

Dans la continuité des thèses opéraïstes dont Antonio Negri a été l'un des principaux théoriciens, on retrouve là l'idée que le progrès technologique est une réponse des classes exploitantes au danger que font peser les classes exploitées sur le capital. Source présumée d'une nouvelle société plus démocratique, la technologie, la coopération et la communication deviennent le modèle de l'ensemble des activités sociales de la multitude qu'elles sont censées traverser. Se déployant à l'ombre d'une utopie sociale et libertaire – au demeurant fort sympathique –, les propos tenus sont paradoxalement, sur certains aspects, assez proches des discours d'accompagnement du capitalisme contemporain qu'ils entendent pourtant combattre. Par ailleurs, Michael Hardt et Antonio Negri nous avaient prévenus : leur ouvrage n'a pas pour objectif de présenter un programme d'action concret de la multitude. En effet, la réalité empirique du concept peine à sortir du cabinet philosophique et, *in fine*, on devine encore assez mal la manière dont la multitude pourrait concrètement s'opposer à la prolifération des inégalités sociales et, durablement, modifier les structures de domination des sociétés capitalistes avancées.

**Fabien Granjon**

CRPCC, université Rennes 2-Haute Bretagne  
fgranjon@club-internet.fr

**Philippe MAAREK, dir., *La communication politique française après le tournant de 2002.***

Paris, Éd. L'Harmattan,  
coll. Communication et civilisation,  
2004, 230 p.

Cet ouvrage s'annonce comme le premier de ce qui a vocation à devenir une série, à l'instar de ce que fait le Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) avec ses *Chroniques électorales*. En effet, le Centre d'études comparées en communication politique et publique (Ceccopop) de l'université Paris 12 entend faire un bilan après chaque principale élection française sur les enjeux de communication

des campagnes électorales. Cette première livraison permet d'apprécier l'ampleur des terrains d'investigation concernés. On y présente et commente aussi bien le cadre juridique de l'expression politique que le rôle des sondages électoraux ; on nous présente une analyse lexicale des discours de campagne ou encore une étude des sites officiels des candidats à la présidentielle de 2002 et le regard que la presse étrangère a pu porter sur cette élection. Bien sûr, un ouvrage d'un peu plus de 200 pages ne peut prétendre épuiser un sujet aussi vaste, mais il a le mérite d'en pointer les enjeux majeurs. Étonnement, la problématique principale de l'ouvrage – qui en justifie le titre – se trouve en fin de volume, dans la conclusion de Philippe Maarek. L'auteur réfléchit aux conséquences de la professionnalisation de la communication politique en en soulignant avec raison les méfaits. On remarque bien que, dans le climat concurrentiel des campagnes, les hommes politiques ne peuvent plus se permettre de ne pas s'engager dans des stratégies de communication professionnelles, mais ce faisant, le risque se fait jour de voir apparaître « la croyance de maints hommes politiques en leur infaillibilité » (p. 216), ce dont témoigne l'incroyable accumulation des erreurs de communication du candidat Lionel Jospin. La réflexion se poursuit en relevant – trop rapidement ici – les risques de dépolitisation inhérents au recours croissant à la médiatisation de la vie privée ou à l'euphémisation des propositions. La montée de l'abstention est également mise en relief : « Certains des instruments modernes du marketing politique ont des conséquences directement négatives sur la participation politique » (p. 221). Les résultats de l'élection présidentielle de 2002 sont interprétés comme une illustration de ce processus, même si ce fil directeur n'est sans doute pas suffisamment tiré tout le long des contributions. Rappelons que le taux d'abstention fut un record : 28,40 % auxquels il convient d'ajouter 2,42 % de votes blancs et nuls qui sont bel et bien les signes du rejet d'une offre politique pourtant très diversifiée (seize candidats).